

# Bruxelles doit envisager dès aujourd'hui son avenir en tant que capitale de l'Union

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".

Dans le cadre de la mutation géopolitique qui a envahi la planète, reflétée, entre autres, par la guerre en Ukraine, l'avenir de Taïwan, le réchauffement climatique, la crise énergétique, le réalignement de partenariats (Arabie saoudite/Iran/Chine) ou d'intérêts (Afrique du Sud/Russie) etc., il est nécessaire de prendre très au sérieux le défi lancé par la Russie et la Chine au rôle encore prépondérant joué par l'Occident démocratique dans la gouvernance mondiale.

Alors qu'il ne fait plus aucun doute que l'on fait face à des changements irréversibles, leurs formes demeurent imprécises. Contrairement à ce qui est généralement annoncé, la doxa du passage d'un monde bipolaire, dominé depuis 1945 par les États-Unis et l'URSS, vers un nouveau monde multipolaire masque les objectifs réels de la Chine et la Russie (qui soutiennent cette doxa) en offrant aux pays tiers l'illusion d'un partage plus équitable du pouvoir. Or, je pense que l'on se dirige vers un renforcement d'un monde bipolaire dont les acteurs dominants seront cette fois les États-Unis et la Chine; ils exerceront leurs pouvoirs par cercles concentriques mais dont les surfaces sont susceptibles de se superposer partiellement, reflétant des partenariats à géométrie variable en fonction des intérêts des parties et de leurs capacités – notamment nucléaires – à résister aux visées impérialistes des superpuissances ou aux appétits expansionnistes de leurs voisins.

Dans un avenir prévisible, la domination des États-Unis et de la Chine s'appuiera d'une part sur leurs puissances économiques, et d'autre part sur leurs capacités à financer des budgets de défense inaccessibles aux autres acteurs. Le risque que la rivalité au sommet dégénère en conflit à haute intensité

dépendra en partie de facteurs à moyen et long terme comme la démographie (défavorable à la Chine), et en partie du positionnement ponctuel de pays tiers pouvant occasionner des dépendances incompatibles avec l'exercice de la souveraineté. Le déclin visible de la Russie renforce la perspective de sa vassalisation croissante à la Chine; cela risque d'exacerber la frustration de Poutine et d'accroître l'imprévisibilité de ses réactions.

De son côté, l'Europe doit se préparer d'une part à son élargissement aux pays candidats des Balkans, ensuite à la Moldavie, l'Ukraine et à terme à la Géorgie et, de l'autre, à poursuivre son intégration; sa

profondeur déterminera l'ampleur de sa vassalisation aux États-Unis: alors que – contrairement à la Russie – une intégration poussée sur un mode fédéral pourrait hisser l'UE au rang de superpuissance, le maintien de son statut en tant qu'Union de Nations souveraines la condamne à pérenniser sa dépendance aux États-Unis tout en renforçant le poids global du camp occidental.

## Conséquences pour la Belgique

L'élargissement de l'UE, quel que soit le degré d'intégration poursuivi, va engendrer un déplacement considérable vers l'est de son centre de gravité géographique et donc politique. De surcroît, la dépendance

Il convient aussi de se pencher sur la question du trafic aérien desservant la région bruxelloise. Le problème offre actuellement un spectacle désolant.



Le quartier européen, à Bruxelles.

JEAN-LUC FLEMAL

**Paul Goldschmidt**

Directeur, Commission européenne (e.r.)  
et membre du "Comité des sages" de  
Stand Up for Europe.

■ Au vu de la mutation géopolitique en cours, une réflexion sur ce thème devrait s'inscrire prioritairement dans le programme de chaque parti politique belge en vue des prochaines élections législatives, européennes et communales; cela devrait être un élément structurant dans les négociations des futures coalitions.

en matière de défense reposera davantage sur les capacités militaires de la Pologne et de l'Ukraine (toujours au sein d'un Otan dominé par les États-Unis).

Prenant ces développements en compte, il serait approprié que la Belgique et Bruxelles se préoccupent dès aujourd'hui de la légitimité de leurs statuts respectifs de pays hôte des principales institutions européennes et de capitale de l'UE. Après tout, Washington a conservé ce statut tout au long de l'extension du territoire des États-Unis vers l'ouest. Il n'y a donc rien d'automatique dans la remise en question du rôle de Bruxelles, mais il serait judicieux de ne pas attendre que son statut soit remis en cause pour prendre et anticiper les mesures adéquates afin d'exclure l'idée même d'une relocalisation.

Une réflexion sur ce thème devrait s'inscrire prioritairement dans le programme de chaque parti politique belge en vue des prochaines élections législatives, européennes et communales; cela devrait être un élément structurant dans les négociations des futures coalitions. Ce statut revêt une importance capitale pour la ville et le pays dans son ensemble, tant sur le plan économique, social et politique; en reporter la prise en considération serait une grave faute politique.

La réflexion devrait porter sur l'accueil du nouveau personnel des institutions européennes. Des antennes spécifiques devraient se mettre en place au sein des ambassades de Belgique et/ou au sein des Représentations locales de l'UE. Le planning devrait assurer une intégration du personnel des

nouveaux pays membres couvrant l'aide au logement, la création d'écoles européennes, la facilitation des formalités administratives, un service de consultation fiscale, etc. Un bureau de liaison coopérant avec un service approprié de la DG Admin de la Commission devrait être mis en place (ou, s'il existe déjà, considérablement renforcé et affiché). Enfin, les aspects budgétaires devraient faire partie de négociations répartissant l'effort financier requis entre les différentes parties prenantes, et intégrées aux prévisions financières de chacune d'elles.

Il convient aussi de se pencher sur la question du trafic aérien desservant la région bruxelloise. Le problème offre actuellement un spectacle désolant; en donnant la priorité aux conflits communautaires belgo-belges, on néglige le statut international de la ville. Une relance du projet d'une nouvelle infrastructure aéroportuaire est urgente en Belgique pour justifier le maintien du statut de Bruxelles comme capitale de l'UE; sa mise en œuvre nécessitant un délai conséquent, elle devrait être entamée en parallèle aux négociations d'élargissement.

Dans cette optique, il est urgent de mettre en place une "Task force" appropriée afin d'éviter que les autorités politiques ne soient prises de court. Ainsi, pour une fois, elles anticiperaient les réponses; cela leur éviterait un réveil brutal, mis au défi par les nombreux candidats prompts à dénoncer les faiblesses de Bruxelles afin de bénéficier, à sa place, des importantes retombées liées à son statut privilégié; sa perte ruinerait pour des décennies la prospérité du pays.

## CHRONIQUE

# Une pomme pourrie

■ La politique est un art noble. Il faut du courage pour s'y lancer. Comme dans toutes les professions, il y a des pros, des amateurs et des arnaqueurs.



**Francis Van de Woestyne**  
Chroniqueur

Dans mon quartier, des voisins ont créé un groupe WhatsApp très utile grâce auquel les habitants s'échangent des informations précieuses: "Quelqu'un peut-il me prêter un taille-haie, une brouette, j'ai perdu mon chat, j'ai été cambriolé cette nuit, on m'a volé mon vélo..." Les messages de solidarité et de détresse défilent. Les informations les plus pressantes concernent... la recherche de techniciens. "Help, ma chaudière vient de tomber en panne, un chauffagiste à me recommander?" Les réponses varient. Les uns expliquent: "Ne prends surtout pas le mien, hors de prix, inefficace, un escroc..." Un autre: "Je recommande vivement la société machin, rapide, aimable." Dans toutes les professions, il y a des pros, des amateurs, des arnaqueurs. On peut appliquer la "règle" aux médecins, aux avocats, aux professeurs, aux architectes, aux marchands de vélos. Et bien sûr aux journalistes. Et aux hommes et femmes politiques.

### Irréprochable

Ces derniers temps, les élus de tout bord essuient des torrents de critiques. Parfois justifiées. Parfois exagérées. La politique est un art noble. Le pire y côtoie le meilleur; des hommes, des femmes d'État cherchent à tirer leur commune, leur ville, leur région, le pays vers le haut. D'autres offrent une image détestable de leur "métier": ils se servent avant de servir. Mais il suffit d'une pomme pourrie pour que le panier dégage un remugle. Car quand on se lance dans une carrière politique, il est normal que les citoyens attendent de leurs élus des conduites irréprochables. D'où vient ce rejet grandissant à l'égard du monde politique? Quelles réflexions à ce sujet.

Tout dérapage doit être dénoncé. Sont-ils plus nombreux qu'avant? Pas nécessairement. Le niveau de transparence est beaucoup plus élevé que dans les années 1960-70-80. Et le niveau de tolérance est, lui, beaucoup plus bas. Et c'est très bien ainsi. La moindre "petite" affaire connaît une diffusion rapide et parfois démesurée. L'indignation est source de progrès pour la démocratie. L'indignation permanente peut être source de blocage. Méfions-nous donc de la scandalite aiguë.

Cela ne signifie pas qu'il faille manquer de vigilance. Des fautes impardonnables ont été commises. Dans certaines assemblées, la politique de copinage, des recasages, des petits arrangements entre amis semble être devenue la règle et donne le sentiment au citoyen belge que ceux qui nous gouvernent sont de plus en plus déconnectés de la réalité, centrés sur leur nombril. La Belgique politique a des coliques. Le spectacle offert est affligeant. Dans 14 mois, lors des élections de 2024, ceux qui occupent aujourd'hui le pouvoir se demanderont: mais pourquoi donc les extrémistes ont-ils gagné?

### Un art difficile

Cela dit, la politique est un art devenu difficile: il faut du courage pour se consacrer à la gestion de la nation. Pourquoi? L'objectif ici n'est pas de faire le procès des réseaux sociaux mais d'analyser leur impact sur la vie politique. Ils imposent aux élus et ministres de se faire remarquer, de faire "le buzz", d'avoir une idée intelligente chaque jour, de bien la formuler en quelques signes, de la mettre en scène de manière ludique. Or ces réseaux sociaux privent le débat de toute nuance. S'y froter, c'est risquer de se faire harponner. Les délaissés, c'est donner le sentiment que l'on fuit le débat. D'où le sentiment que le niveau du débat politique a diminué au fil des ans. Pourquoi? Parce que ce ne sont plus nécessairement les meilleurs de la classe qui se lancent en politique. Des parents sont toujours fiers d'annoncer que leurs enfants font des études de médecine, d'ingénieur, ont créé leur start-up, sont inscrits au barreau, ont ouvert un restaurant, deviennent ébénistes, chocolatiers. Mais toute carrière politique est a priori suspecte. On pourrait pasticher Jacques Séguéla, le génial publiciste français: "Ne dites pas à ma mère que je suis en politique, elle me croit pianiste dans un bordel..." Beaucoup de jeunes considèrent que se mettre au service de l'État n'est pas gratifiant. Et dans le privé, à compétence égale, ils sont infiniment mieux payés, plus respectés et surtout infiniment plus libres.

Concluons par un espoir. Car la lutte pour l'environnement, pour la justice sociale, pour l'altérité, l'équilibre des sexes, a donné à la jeunesse une envie de politique. Elle ne passe pas nécessairement par les partis, mais par un désir d'engagement, par une saine volonté saine de changer le "système", de construire un monde plus apaisé, serein, juste. Cette envie de politique, noble, généreuse, tournée vers les autres, ne devrait pas d'ailleurs se limiter à la jeunesse: il n'y a pas d'âge pour se lancer en politique.